

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 25 juillet 1996, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures", a donné le 26 février 1997 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 25 juli 1996 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging", heeft op 26 februari 1997 het volgend advies gegeven :

Examen du texte.Observation générale.

La loi en projet contient des dispositions, singulièrement les articles 20 à 22, relatives aux décès des personnes et aux autorisations requises pour procéder à la crémation du défunt. Elles constituent le pendant des articles 77 et suivants du Code civil, relatifs à l'inhumation, matière qui relève des compétences du ministre de la Justice.

De l'accord des fonctionnaires délégués, le texte examiné doit, en conséquence, être proposé et signé par les ministres de la Justice et de l'Intérieur.

Observations particulières.Dispositif.Article 3.

L'exposé des motifs doit indiquer les motifs qui, eu égard aux impératifs de la salubrité publique, justifient le monopole octroyé aux communes pour la création et l'exploitation des établissements crématoires.

Le texte néerlandais de l'article 1er, alinéas 2 et 3, en projet, devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Le texte néerlandais de l'article 1er, alinéa 4, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 4.

L'article 2, alinéa 4 nouveau, serait mieux rédigé comme suit :

"Le Roi fixe les critères de création et d'exploitation des établissements crématoires. Il organise ...".

Article 5.

Compte tenu de la rédaction de l'article 1er, alinéa 4, en projet, l'intention de l'auteur du projet est imprécise : doit-on comprendre que la disposition en projet impose que l'établissement crématoire fasse l'objet d'une clôture spécifique ?

Article 6.

Le texte néerlandais de l'article 6, 2°, en projet, serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 7.

Le texte néerlandais de la phrase liminaire de l'article 5, § 3, en projet, devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Le texte néerlandais de l'article 5, § 3, alinéa 1er, in fine, devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

A l'article 5, § 3, alinéa 2, en projet, on écrira :

"... et pour autant qu'une copie de la délibération ou de la décision ait été affichée pendant un an sur le lieu de sépulture et à l'entrée du cimetière".

Article 9.

Le texte néerlandais du 1^o et du 2^o, a), devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Le 2^o, b), permet au titulaire d'une concession de désigner un tiers comme pouvant être inhumé à ses côtés; la disposition autorise également le survivant d'un ménage de fait à solliciter une concession où seront placés les restes mortels de la personne ou des personnes cohabitantes.

Fondée sur un certain modernisme, la solution retenue par l'auteur du projet comporte toutefois de

.../...

nombreux risques de conflits, principalement en cas de désaccord entre le titulaire de la concession et les ayants droit du défunt.

A défaut de volonté exprimée par ce dernier, le texte en projet gagnerait à concevoir un critère efficace destiné à départager d'éventuelles volontés contraires dans le chef des survivants.

Sous réserve de ces observations, le texte néerlandais de l'article 6, 2º, b), en projet, gagnerait à être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Il vaudrait mieux rédiger le texte néerlandais de l'article 6, 3º, en projet, ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 10.

De l'accord des délégués du ministre, la loi en projet gagnerait à tenir compte de l'hypothèse selon laquelle une demande de renouvellement est néanmoins formée au cours de la période de cinq ans.

Le texte néerlandais de l'article 7, alinéa 4, en projet, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 11.

A l'alinéa 2 de l'article 8 en projet, il convient, de l'accord des délégués du ministre, de viser également l'article 7, alinéa 2, de la loi.

Article 13.

Le texte néerlandais du 1^o devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 14.

L'article 12 en projet est trop radical : en effet, le texte doit laisser ouverte la possibilité de recourir à l'embaumement provisoire qui peut être admis dans certains cas particuliers.

Sous réserve de cette observation, le texte néerlandais de l'article 12, alinéas 2 et 3, devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 15.

Le texte néerlandais de l'article 14, alinéa 1er, en projet, serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 16.

Selon Robert, la crémation est "l'action de brûler le corps des morts", et n'est donc pas une forme de sépulture. En conséquence, à l'article 15bis, § 1er, en projet, il faut écrire : "Il y a deux modes de sépulture : l'inhumation et la dispersion ou la conservation des cendres après crémation".

Le texte néerlandais de l'article 15bis, § 2, alinéa 4, en projet, devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 18.

L'emploi des termes "Sans préjudice des dispositions de l'article 15bis" vise, selon les explications fournies au Conseil d'Etat, à empêcher qu'une personne, dont les restes ont été mis à jour, ne soit incinérée, alors qu'elle avait au préalable fait choix de l'inhumation.

Cette solution doit apparaître plus clairement dans le dispositif de la loi en projet et être précisée dans l'exposé des motifs.

Sous réserve de cette observation, le texte néerlandais de l'article 19, alinéa 3, en projet, in fine, serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 20.

La disposition en projet n'est pas claire.

L'exposé des motifs doit préciser quelles sont les hypothèses que l'auteur du projet entend régler dans le paragraphe 2.

De plus, il y a lieu de préciser au paragraphe 2, alinéa 2, nouveau que la demande d'autorisation de crémation est transmise "par l'officier de l'état civil".

Le texte néerlandais de l'article 20, § 1er et § 2, en projet, devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 22.

L'auteur du projet veillera à préciser si le rapport d'un médecin assermenté commis par l'officier de l'état civil est également requis en cas d'exhumation en vue de la crémation.

Le texte néerlandais de l'article 22, en projet, devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 23.

Le texte néerlandais de l'article 23bis, en projet, serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 25.

Le texte néerlandais de l'article 26 en projet devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 26.

L'article 28bis, alinéa 1er, en projet est superflu et doit être omis.

Article 28.

De l'accord des fonctionnaires délégués, la disposition transitoire examinée serait mieux rédigée en précisant que le délai accordé aux entreprises privées prend cours "à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi".

De plus, l'auteur du projet doit déterminer dans l'article examiné les dispositions de la loi en projet qui seront d'application, durant cette période, à ces entreprises privées.

.../...

Sous réserve de ces observations, le texte néerlandais de l'article 33, en projet, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Observation finale.

Le texte néerlandais du projet est mal rédigé. Il devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

Onderzoek van de tekst.

Algemene opmerking.

De ontworpen wet bevat bepalingen, inzonderheid de artikelen 20 tot 22, betreffende het overlijden van personen en de vereiste verloven tot crematie van de overledene. Die bepalingen vormen de tegenhanger van de artikelen 77 en volgende van het burgerlijk wetboek inzake teraardebestelling, een aangelegenheid die tot de bevoegdheid van de Minister van Justitie behoort.

De gemachtigde ambtenaren zijn het ermee eens dat de onderzochte tekst derhalve door de Minister van Justitie en de Minister van Binnenlandse Zaken moet worden voorgesteld en ondertekend.

Bijzondere opmerkingen.

Bepalend gedeelte.

Artikel 3.

In de memorie van toelichting moeten de redenen worden vermeld waarom de gemeenten, met het oog op de volksgezondheid, het monopolie over het oprichten en het beheer van crematoria krijgen.

.../...

Het zou beter zijn het ontworpen artikel 1, tweede en derde lid, als volgt te stellen :

"Enkel een gemeente of een vereniging van gemeenten kan een crematorium oprichten en beheren.

Iedere begraafplaats of ieder crematorium dient over een urnenveld, een strooiweide en een columbarium te beschikken."

Bovendien behoort in het vierde lid "een daarmede in verbinding staand stuk grond" te worden geschreven.

Artikel 4.

Het zou beter zijn het nieuwe vierde lid van artikel 2 als volgt te stellen :

"De Koning bepaalt de criteria voor de oprichting en het beheer van crematoria. Hij organiseert ...".

Artikel 5.

Gelet op de redactie van het ontworpen artikel 1, vierde lid, is het niet duidelijk wat de steller van het ontwerp bedoelt : moet men onder de ontworpen bepaling verstaan dat het crematorium een specifieke omheining moet hebben ?

.../...

Artikel 6.

Het zou beter zijn het artikel 6, 2°, als volgt te stellen :

"Op de intergemeentelijke begraafplaatsen en in de intergemeentelijke crematoria worden de in het eerste lid bedoelde bevoegdheden uitgeoefend door de overheid van de gemeente waar de begraafplaats of het crematorium ligt."

Artikel 7.

De inleidende zin van het ontworpen artikel 5, § 3, zou aldus gesteld moeten worden :

"3° het artikel wordt aangevuld met een § 3, luidende :".

In het ontworpen artikel 5, § 3, eerste lid, in fine, schrijve men : "... in het begravingsregister als bewijs geldt".

Het ontworpen artikel 5, § 3, tweede lid, zou als volgt gesteld moeten worden :

"In dat geval kan het besluit van de gemeenteraad of de beslissing van de intercommunale om een andere bestemming te geven aan de begraafplaats, eerst in werking treden een jaar nadat het besluit of de beslissing is genomen en voor zover een afschrift van het besluit of de

.../...

beslissing gedurende een jaar bij het graf en de ingang van de begraafplaats is aangeplakt".

Artikel 9.

Onderdeel 1° zou aldus gesteld moeten worden :

"1° het eerste en het tweede lid worden vervangen als volgt :

"De gemeenteraad of de intercommunale kan op de gemeentelijke, respectievelijk intergemeentelijke begraafplaatsen

In geval van ...";

Onderdeel 2°, a), zou aldus gesteld moeten worden :

"2° het derde lid wordt gewijzigd als volgt :

a) de woorden "als graf" vervallen;".

Punt 2°, b), biedt de concessiehouder de mogelijkheid een derde aan te wijzen die naast hem bijgezet kan worden; de bepaling biedt ook de overlevende van een feitelijk gezin de mogelijkheid om een concessie aan te vragen voor het stoffelijk overschot van de persoon of personen waarmee hij samenwoonde.

.../...

De regeling die de steller van het ontwerp voorstelt, steunt op een zeker modernisme, maar kan evenwel in sterke mate aanleiding geven tot conflicten, vooral wanneer de concessiehouder en de rechthebbenden van de overledene het niet met elkaar eens zijn.

Voor het geval dat de overledene geen uitdrukkelijke wil heeft te kennen gegeven, behoort de ontworpen tekst een efficiënt criterium te bevatten om eventuele meningsverschillen onder overlevenden te beslechten.

Onder voorbehoud van de zoëven gemaakte opmerkingen zou het beter zijn het ontworpen artikel 6, 2°, b), als volgt te stellen :

"b) Het lid wordt aangevuld als volgt :

Door de concessiehouder aangewezen derden kunnen daar ook worden bijgezet".

Het zou beter zijn het ontworpen artikel 6, 3°, als volgt te stellen :

"3° tussen het derde en het vierde lid wordt het volgende lid ingevoegd :

"Wanneer iemand overlijdt terwijl hij op dat ogenblik een feitelijk gezin vormde, kan de overlevende een concessie aanvragen".

.../...

Artikel 10.

De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat in de ontworpen wet rekening behoort te worden gehouden met de mogelijkheid dat binnen de periode van vijf jaar desalniettemin een verlenging wordt aangevraagd.

In het ontworpen artikel 7, vierde lid, schrijven men "op de datum van" in plaats van "op datum van".

Artikel 11.

De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat in het ontworpen artikel 8, tweede lid, ook artikel 7, tweede lid, van de wet dient te worden vermeld.

Artikel 13.

In 1^o schrijven men "Onderhoudsverzuim, dat verwaarlozing vormt" in plaats van "Het onderhoudsverzuim dat verwaarlozing uitmaakt".

Artikel 14.

Het ontworpen artikel 12 is te radicaal : de tekst dient immers de mogelijkheid open te laten dat in bepaalde gevallen een voorlopige balseming kan worden toegestaan.

.../...

Onder voorbehoud van deze opmerking schrijve men in het ontworpen artikel 12, tweede lid, "het lijk of de crematie beletten, is verboden".

In het ontworpen artikel 12, derde lid, moet het woord "nader" worden geschrapt.

Artikel 15.

Het zou beter zijn het ontworpen artikel 14, eerste lid, als volgt te stellen :

"Lijken dienen met een lijkwagen of een daartoe speciaal uitgeruste wagen te worden vervoerd".

Artikel 16.

Volgens Van Dale, Groot Woordenboek der Nederlandse Taal betekent crematie "verassing, lijkverbranding" en is het dus geen vorm van teraardebestelling. Bijgevolg schrijve men in het ontworpen artikel 15bis, § 1 : "Er zijn twee vormen van lijkbezorging : begraven en verstrooien of bewaren van de as na crematie".

In het ontworpen artikel 15bis, § 2, vierde lid, schrijve men "plaatsgehad" in plaats van "plaats gehad" en "overzenden" in plaats van "overmaken".

.../...

Artikel 18.

Volgens de toelichting die aan de Raad van State is verschaft, zijn de woorden "Onverminderd de bepalingen van artikel 15bis" bedoeld om te voorkomen dat een opgegraven stoffelijk overschot wordt verbrand, terwijl de betrokken overledene vooraf voor begraven had gekozen.

Die regeling moet duidelijker tot uiting komen in het dispositief van de ontworpen wet en moet in de memorie van toelichting worden vermeld.

Onder voorbehoud van de zoëven gemaakte opmerking schrijve men in het ontworpen artikel 19, derde lid, in fine, "aan binnen de omheining van de begraafplaats te voorschijn gekomen stoffelijke resten".

Artikel 20.

De ontworpen bepaling is niet duidelijk.

In de memorie van toelichting dient te worden toegelicht in welke gevallen paragraaf 2 van toepassing is.

Voorts dient in de nieuwe paragraaf 2, tweede lid, te worden verduidelijkt dat de aanvraag om verlof tot crematie "door de ambtenaar van de burgerlijke stand" wordt doorgestuurd.

.../...

In het ontworpen artikel 20, § 1 vervange men de woorden "plaats gehad" door het woord "plaatsgehad".

In het ontworpen artikel 20, § 2, vervange men het woord "ontgraving" door het woord "opgraving", de woorden "aanvraag tot toelating van de crematie" door de woorden "aanvraag om verlof tot crematie", de woorden "begraven werd" door de woorden "begraven is" de woorden "aanvraag tot toelating" door de woorden "aanvraag om verlof", de woorden "... tot wie de vraag gericht werd" door de woorden "... aan wie de aanvraag gericht is", het woord "voorziene" door het woord "bedoelde", de woorden "over te maken" door de woorden "over te zenden" en de woorden "... tot wie de vraag tot crematie gericht werd" door de woorden "... aan wie de aanvraag tot crematie gericht is".

Artikel 22.

De steller van het ontwerp dient te verduidelijken of het verslag van een door de ambtenaar van de burgerlijke stand aangestelde, beëdigde geneesheer ook noodzakelijk is voor opgravingen met het oog op crematie.

In het ontworpen artikel 22 moet het werkwoord "aanduiden" worden vervangen door het werkwoord "vermelden" en het woord "bovenstaand" door het woord "bovenstaande".

.../...

Artikel 23.

Het zou beter zijn het ontworpen artikel 23bis als volgt te stellen :

"Als omstandigheden het vereisen, opent de burgemeester van de gemeente waar het crematorium zich bevindt of zijn gemachtigde de doodskest en maakt hij van deze handeling een proces-verbaal op dat hij onverwijld doorstuurt naar de procureur des Konings van het arrondissement waar het crematorium zich bevindt.".

Artikel 25.

Het artikel zou als volgt gesteld moeten worden :

"Art. 25. Artikel 26 van dezelfde wet wordt gewijzigd als volgt :

- 1° het eerste lid wordt aangevuld met de woorden "of de intercommunale";
- 2° in het tweede lid vervallen de woorden "door het college van burgemeester en schepenen". Hetzelfde lid wordt bovendien aangevuld met de woorden "of de intercommunale";
- 3° tussen het tweede en het derde lid wordt het volgende lid ingevoegd :

.../...

"Het bepalen of verlengen ... behoort tot de bevoegdheid van ... in geval van ... of tot die van het bevoegde orgaan in geval van ...".

Artikel 26.

Het ontworpen artikel 28bis, eerste lid, is overbodig en moet vervallen.

Artikel 28.

De gemachtigde ambtenaren zijn het ermee eens dat in de onderzochte overgangsmaatregel beter kan worden vermeld dat de aan de privé-ondernemingen toegekende termijn ingaat "op de datum van inwerkingtreding van deze wet".

Voorts moet de steller van het ontwerp in het onderzochte artikel vermelden welke bepalingen van de ontworpen wet in die periode op die privé-ondernemingen van toepassing zijn.

Onder voorbehoud van deze opmerkingen schrijve men in het ontworpen artikel 33 "... artikel 1, tweede lid, gestelde voorwaarden ...".

.../...

Slotopmerking.

De Nederlandse tekst van het ontwerp is slordig gesteld; zowel uit een oogpunt van correct taalgebruik als uit een oogpunt van consequente woordkeuze. Zo bijvoorbeeld beantwoordt in het ontwerp "une autorisation d'exhumation" aan "een verlof tot ontgraving", "une demande d'autorisation de crémation" aan een "aanvraag tot toelating van de crematie", "une demande" aan "een vraag", "une autorisation de crémation" aan "een verlof tot crematie" "une demande de crémation" aan "een vraag tot crematie" (zie artikel 20, het ontworpen artikel 20). Bovendien wordt soms nodeloos afgeweken van bestaande, goede terminologie, zoals in artikel 20, het ontworpen artikel 20, § 2, waar de gewestelijke term "ontgraving" gebezigd wordt, hoewel in de te wijzigen wet zelf sprake is van "opgraving" (artikel 4).

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

président,
voorzitter,

Y. KREINS,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,
J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

J. GIELISSEN,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. M. BAUWENS, auditeur adjoint.
La note du Bureau de coordination a
été rédigée par M. M. BAUWENS,
auditeur adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. M. BAUWENS, adjunct-
auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd opgesteld
door de H. M. BAUWENS, adjunct-
auditeur.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise
a été vérifiée sous le contrôle
de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

J.-J. STRYCKMANS.